

BUREAUX
 ROUBAIX - 69-71, Grande-Rue. Tél. 327.52, 327.53 et 327.54.
 TOURCOING - 22, rue Carbot. Tél. 37.
 LILLE - 3, rue Faidherbe. Tél. 539.21.
 PARIS - 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provençe. 71.84.
 MOUBRON - 105, rue de la Station. Tél. 3.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



Les traitements du personnel de l'Etat

Malgré de laborieux pourparlers, l'accord n'a pu se faire entre le gouvernement et les fonctionnaires

La Chambre va donc se prononcer

MAIS SA SEANCE N'A PU COMMENCER QU'A 23 h. 30

Dans la soirée, on pensait que les communistes combattraient le Cabinet; mais, dans la nuit, ils semblaient devoir s'abstenir ou même voter pour lui

Les socialistes se sont rangés à l'avis de MM. Chautemps, Bonnet et Blum

La matinée et l'après-midi de jeudi se sont passés en tractations entre le cartel des fonctionnaires et la délégation des gauches d'une part; entre la délégation des gauches et le gouvernement d'autre part.

Un moment on crut que les conversations allaient aboutir à un compromis. Mais, en fin d'après-midi, on s'aper-

cut qu'aucun accord n'était possible. Le gouvernement, comme il l'avait annoncé la veille, s'en tint à sa dernière décision qui chiffrait à 1.700 millions le total des crédits qu'il voulait affecter à l'augmentation des traitements du personnel de l'Etat.

L'heure de la séance de la Chambre dut donc sans cesse être retardée, dans l'espoir qu'un accord interviendrait.

Un sévère avertissement de M. Chautemps

A la fin de la soirée, M. Chautemps, assistant à la réunion du groupe radical-socialiste déclara :

« Je ne comprends pas que l'on demande de plus à un gouvernement à direction radicale qu'à un gouvernement à direction socialiste.

« J'ai tenu aux socialistes et aux communistes un langage sévère. Ce que j'ai fait pour les fonctionnaires est juste. On ne peut aller plus loin.

« Je ne veux pour rien au monde risquer de mettre le budget en déséquilibre et de compromettre la monnaie.

« S'il y en a qui pensent autrement, qu'il prennent la responsabilité de renverser le gouvernement.

« Il semble que certains, par leurs manœuvres, veulent empêcher d'aller à Londres. La question passe alors du plan financier sur le plan politique ».

D'autre part, rencontrant dans les couloirs du palais Bourbon, les députés communistes, M. Camille Chautemps leur a reproché en termes vifs de travailler à aggraver les dissentiments au lieu de faire preuve du même esprit de collaboration que les autres fractions du Front populaire.

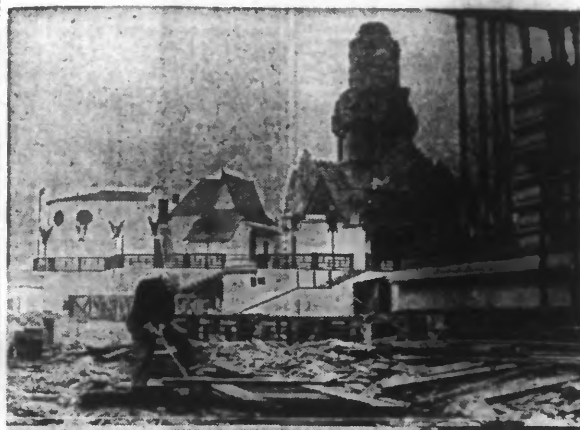
Il aurait ajouté que plus que jamais, devant cette attitude, il était résolu à poser la question de confiance et à permettre ainsi à chaque parti de prendre ses responsabilités devant le pays.

Par ailleurs, présent ou par les journalistes, le président du Conseil a déclaré que le groupe radical-socialiste s'était rallié unanimement à son point de vue.

(Lire la suite page 2.)

L'EXPOSITION DE PARIS A FERMÉ SES PORTES

M. Albert Lebrun a présidé hier la solennité officielle de clôture



L'EXPOSITION A FERMÉ SES PORTES. DÉJÀ LES DÉMOLISSEURS SE SONT ATTAQUÉS À CERTAINES CONSTRUCTIONS (Ph. France-Pressé.)

L'exposition internationale de Paris a fermé ses portes sans que l'on sache encore s'il s'agit d'une fermeture provisoire ou définitive. En effet, la question de la réouverture en 1938 n'est pas encore définitivement tranchée, le parlement devant être appelé à se prononcer à ce sujet.

Peut-on d'ores et déjà dresser un bilan précis de cette grandiose manifestation ? Certains éléments sont déjà connus. C'est ainsi que le nombre total des entrées payantes s'élève à plus de 31 millions.

Ce chiffre peut sembler faible auprès des entrées constatées aux précédentes expositions, 32.350.277 entrées à l'exposition universelle de 1889, 45 millions à la grande exposition de 1900; 33.409.902 à la « Coloniale » de Vincennes. Mais il convient de tenir compte du nombre des entrées de faveur qui ne sont pas comprises dans le chiffre de 1937, alors qu'elles entrent en ligne de compte pour 21 % en 1889; 23 % en 1900 et 15 % pour la « Coloniale » de Vincennes. Cette

année, au contraire, on peut compter sur une majoration de 20 % du nombre des entrées payantes.

Le record de la journée la plus animée appartient à celle de 1900 avec 602.000 visiteurs. Le plus haut total de 1937 a été enregistré le dimanche 26 septembre, avec 469.391 entrées.

Les dépenses engagées furent d'un milliard et demi de francs Bonnet; en 1900, on avait déboursé 116.500.000 francs-or. Sans doute, une très faible part en sera-t-elle récupérée; environ 150 millions produits par les entrées, auxquels s'ajouteront 10 millions versés par les concessionnaires. Mais n'oublions pas les travaux qui demeureront une fois que l'exposition aura disparu; musées, ponts, bassins, parcs et le Trocadéro. Cet ensemble d'embellissements reconstitue à lui seul 418 millions.

Le milliard disparu trouve sa compensation non seulement dans le bénéfice moral recueilli par notre pays, mais dans les millions de salaires distribués aux ouvriers des chantiers — ils furent 24.792 au mois d'avril — aux artistes et aux employés de l'exposition. Celle-ci a fait vivre pendant 6 mois 38.500 personnes.

N'aurait-elle eu que ce seul mérite d'attirer 800.000 étrangers en France que ce serait déjà appréciable.

On a pu établir la statistique suivante des étrangers qui ont visité l'Exposition :

120.000 Anglais, 80.000 Allemands, 80.000 Américains du Nord, 35.000 Hollandais, 27.000 Italiens, 20.000 Suédois et Norvégiens, 19.000 Polonais; 38.000 Suisses, 70.000 Belges, 2.500 Japonais, 1.800 Chinois, 11.000 Espagnols, 22.000 Tchécoslovaques, de 2.000 à 3.000 citoyens de l'U.R.S.S.

Jeudi après-midi, M. Lebrun a assisté à la solennité officielle de clôture.

Dans la nouvelle salle du Trocadéro, ont pris tour à tour la parole, MM. Lebrun, le doyen des commissaires étrangers et M. Chapsal, ministre du Commerce.

« La France, a déclaré notamment ce dernier, a montré qu'elle était loin d'être inférieure à son passé et à son renom, elle a prouvé aux foules les moins averties, qu'elle demeurait le centre rayonnant de la pensée ».

La lecture du palmarès international a suivi. Le nombre des grands prix est de 3.449; celui des médailles d'or, de 3.798; des médailles d'argent, 3.810; des médailles de bronze, 1937, soit un total de 14.307 récompenses pour 20.000 exposants.

Le soir, à minuit, l'Exposition a fermé ses portes.

L'AVANCE JAPONAISE CONTINUE VERS NANKIN

Changhai, 25 novembre. — Les Japonais déclarent que la contre-offensive chinoise a été arrêtée et qu'elle poursuivra leur avance vers Nankin.

Les Chinois battent en retraite.

L'ACTRICE NORA GREGOR.

« que le prince de Starhemberg, ancien vice-chancelier d'Autriche, épousera prochainement »

« et son frère »

« Le frère du principal inculpé, Étienne Deloncle, qui fut mis mercredi soir, à

L'organisation des C.S.A.R...istes comptait cinq à six mille adhérents

Le général Duseigneur a été écroué, ainsi que M. Eugène Deloncle que la Sûreté nationale considère comme le chef du mouvement

Paris, 25 novembre. — La direction de la Sûreté nationale a annoncé jeudi, que le général Duseigneur était inculpé par M. Betelle, juge d'instruction, d'association de malfaiteurs.

Il a été transféré au début de l'après-midi au Parquet, où il a reçu notification de l'inculpation dont il est l'objet.

Il a quitté à 17 h. 30, le cabinet du juge d'instruction pour être écroué à la Santé. Il a choisi pour défenseurs M^{rs} Xavier Vallat et Lemery.

Il semble que les relations que le général Duseigneur entretenait avec M. Édouard Deloncle, et le commandant Le Maresquier, qui eut jadis une fonction à la présidence de la République, attirèrent sur lui l'attention des enquêteurs.

Sans doute avait-on aussi trouvé contre lui, au cours de la perquisition dans son appartement des papiers compromettants.

Mercredi, à 18 h., M. Mondanel, inspecteur général et plusieurs commis-

saire et inspecteurs avaient conduit, dans de rapides voitures, le général à une adresse demeurée secrète. Il semblerait qu'on y devait faire une nouvelle perquisition. A 9 h. 15, les policiers étaient de retour rue des Saussaies. Celui qui fut chef de cabinet d'un ministre de l'Air et nommé, jadis, théoriquement pulequ'il devait passer la nuit dans les locaux du contrôle de police criminelle.

Le chef... D'autre part, celui que la Sûreté nationale considère comme le chef du C.S.A.R., Eugène Deloncle, a été, lui aussi, arrêté, vers 1 h., au cours de la nuit de mercredi à jeudi, au coin de la rue de Rivoli et de la place du Théâtre-Français, par le commissaire Forché et les inspecteurs Bourdelier et Jonquay. Il fut immédiatement conduit, me-



LES TROIS ALGÉRIENS : EL MADDI, MOHAMMED FACY ET KADOUR QUI ONT ÉTÉ ARRÊTÉS MERCREDI (Ph. N.Y.T.)

Au congrès national du P.S.F. à Lyon, le colonel de la Rocque refuse une fois de plus le titre de président à vie

Lyon, 25 novembre. — Le Congrès national du Parti social français a été ouvert à 9 h. 30, en présence de plusieurs centaines de délégués représentant 95 Fédérations départementales de France et de l'Afrique du Nord.

A son arrivée, le colonel de la Rocque, président du parti, est applaudi par ses délégués debout.

Autour de lui prennent place, au bureau : MM. Barrachin, directeur du parti politique; Verdier, secrétaire général; le général Grollemund, président du Conseil régional du Sud-Est; Vallin, directeur de la propagande, etc. La présidence de la séance est donnée au général Grollemund.

M. Verdier, prenant le premier la parole exprime, au nom de l'assemblée, sa confiance absolue et son affection profonde à l'égard du colonel de la Rocque.

Il s'élève contre « la calomnie qui s'acharne sur le président du parti ».

Puis le général Grollemund déclare : « Nous voulons que les réalisations sociales se fassent dans l'ordre et dans un effort de coordination des classes en vue du bien commun. Le P.S.F. n'admet aucune ingérence étrangère. Nous voulons, dans le cadre des institutions républicaines que la France s'est librement données, que les Français vivent dans la paix, la liberté et la fraternité ».

M. Sorensen, d'Alger, soumet ensuite au Congrès une motion proposant que la présidence du colonel de la Rocque soit transformée en mandat à vie. Les délégués approuvent cette motion par acclamation. Mais M. de la Rocque déclare immédiatement qu'il n'accepte pas cette proposition et que sa décision est irrévocable.

« Nous sommes, dit-il, un parti « démocratique » dans le vrai et dans le bon sens du mot, c'est-à-dire qui ne veut pas de dictature, parce que cela n'est pas conforme à l'esprit français. Nous ne voulons pas que l'on puisse nous attribuer des intentions que nous n'avons pas ».

« et son frère »

« Le frère du principal inculpé, Étienne Deloncle, qui fut mis mercredi soir, à

« et son frère »

« et son frère »

« et son frère »

« et son frère »

« et son frère »

« et son frère »

« et son frère »

« et son frère »

« et son frère »

M. DALADIER DANS L'EST



Poursuivant son voyage d'inspection de la zone fortifiée de l'Est, M. DALADIER (au centre) s'est arrêté à Boulay. (Ph. N.Y.T.) A gauche: LE GÉNÉRAL GAMELIN. — A droite: LE GÉNÉRAL LE BLEU

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT BELGE DEVANT LES PARTIS

DE NOTRE CORRESPONDANT PARISIEN

BRUXELLES, 25 NOVEMBRE 1937.

L'impression est bonne, dans le milieu de droite, bien qu'on y attire l'attention des ministres catholiques sur les tentatives de glissement à gauche qui pourraient se manifester du côté socialiste. On y regrette aussi que, pour résoudre rapidement la crise, M. Janson se soit si vite incliné devant l'exclusivité posée par l'extrême gauche, contre l'entrée de M. Henri Jaspar, ancien premier ministre, dans le gouvernement.

M. Jaspar était un homme de caractère qui, plus d'une fois, avait résisté aux socialistes. Il aurait été dans le gouvernement, une force sérieuse. Il est bon d'ajouter cependant que, pour faciliter la tâche de M. Janson, M. Jaspar a très dignement refusé lui-même la collabo-

ration que ce dernier lui offrait. On remarque aussi à droite qu'aucune personnalité représentant la tendance « Associations et Cercles catholiques » ne figure dans le gouvernement. Il ne faudrait pas s'étonner d'un prochain remaniement partiel du ministère et de l'entrée d'un ministre de cette tendance.

Du côté socialiste, on insiste pour que le nouveau gouvernement respecte la direction sociale imprimée par le ministère précédent à son œuvre.

Les démocrates chrétiens espèrent que les idées sociales de M. Janson ont suffisamment évolué et ils font confiance à son esprit et à son expérience des affaires.

Les libéraux continuent d'être distraits. L'ordre du jour de méfiance voté hier par la Fédération libérale de l'arrondissement de Bruxelles est loin d'être

admis par le parti libéral tout entier. A Bruxelles même, des personnalités comme MM. Max Hymans et Deboze font confiance au nouveau premier ministre.

Enfin, les Flamands se rappellent que, lorsqu'il était dans la politique active, M. Janson a souvent fait preuve de clairvoyance et d'une loyale sympathie pour la Flandre et ses revendications, considèrent sans désemparer l'arrivée du nouveau chef du gouvernement.

Cependant, tous les partis attendent la déclaration ministérielle pour fixer définitivement leur position.

Mais, on n'y entend aucune remarque qui puisse faire croire que, la semaine prochaine, le gouvernement ne trouvera pas une forte majorité pour poursuivre une œuvre nationale dans la plus large acception du terme.



De gauche à droite, assis: MM. DIERCKX, PIERLOT, DE MAN, P.-E. JANSON, DU BUS DE WARNAFFE, GÉNÉRAL DENIS et VAN ISACKER. — Debout: MM. WALTERS, MARCK, MERLOT, DELATTRE, SPAAK, RUBBENS et HOSTE. (Ph. Polign.)